



# Le **GREAM** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

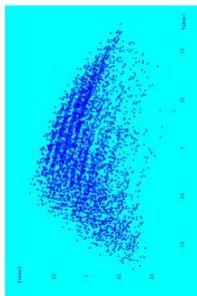
N° 009

" Réfléchir à changer "

Septembre 2011

## Mali Pauvreté multidimensionnelle et conditions de vie

### Editorial



Un malien sur 5 serait pauvre avec de l'argent en poche, un sur 6 n'aurait pas un sou en poche sans pour autant être pauvre, un sur 3 serait paumé ou pauvre sur toute la ligne. Cela sort de la comparaison entre pauvreté monétaire et pauvreté non monétaire.

L'approche multidimensionnelle ici choisie est une critique de celle monétaire au motif que la pauvreté est en soi un phénomène qui ne peut être réduit à une seule dimension. Soit, mais la monnaie peut être vue comme plusieurs dimensions en une puisque l'argent peut tout faire ou presque, assurer des achats, garantir des logements décents, donner accès aux infrastructures de base, etc.

La méthode est certes séduisante mais quelque complexe avec des fondements conceptuels peu évidents comme les notions d'entropie et d'inertie. Ses résultats paraissent dérisoires pour l'effort technologique colossal fourni. Elle attribue à chaque dimension des mérites de réduction de la pauvreté tout au moins discutables. Je ne vois pas trop comment un logement décent peut réduire la pauvreté à moins qu'il ne soit offert gratuitement aux pauvres, il est plutôt un des signes de non pauvreté. Dans ces conditions, le ciblage des politiques de lutte contre la pauvreté est encore plus problématique. Ne vaut-il pas mieux se méfier d'une approche très prometteuse que de rejeter une qui a fait ses preuves? Je préférerais l'adoption d'un outil rudimentaire au rejet d'un outil complexe.

Massa Coulibaly

## **Introduction**

La littérature empirique sur l'analyse de la pauvreté au Mali est dominée par l'approche monétaire alors que des données autres que les dépenses de consommation sont disponibles. Le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) identifie les multiples dimensions du développement humain et les axes prioritaires des politiques publiques. La prise en compte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) impose de suivre conjointement une variété d'indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire, au revenu, à la santé maternelle et infantile, à l'éducation, à l'environnement, aux disparités liées au genre, etc. Il apparaît ainsi indispensable d'appréhender la pauvreté au Mali suivant une approche multidimensionnelle.

### **1. Contexte socioéconomique**

A la fin des années 1990, le Mali s'est engagé dans une politique de réduction de la pauvreté nécessitant des réformes économiques et sociales importantes qui ne sont pas sans effet sur le bien-être des populations. Suite au CSLP (2002-2006), le Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR) pour la période 2007-2011 constitue présentement le référentiel de toutes les politiques publiques du pays. Un CSLP de 3<sup>ème</sup> génération (2012-2017) est en cours de préparation.

Au cours de la période 2001-2006, le taux annuel moyen de croissance du PIB a été de 5.6%. Cependant, la population malienne a augmenté de 9.8 à 14.5 millions d'habitants entre les recensements de 1998 et de 2009. Le taux de croissance annuel moyen de la population est passé de 2.2% en 1998 à 3.6% en 2009. L'élan démographique est réel avec, en corollaire, les défis en matière d'alimentation, de santé, d'éducation, d'emploi, etc.

Le Mali reste parmi les pays les plus pauvres au monde. Avec un Indice de développement humain (IDH) de 0.377 en 2007, il est 178<sup>ème</sup> sur 182 pays classés (PNUD, 2009). L'Indice de pauvreté humaine (IPH) est évalué à 56,4% ce qui confère au Mali la 107<sup>ème</sup> place. La légère amélioration de ces indicateurs est liée aux efforts dans le domaine de l'accès aux infrastructures sociales de base dont l'utilisation détermine le caractère multidimensionnel de la pauvreté.

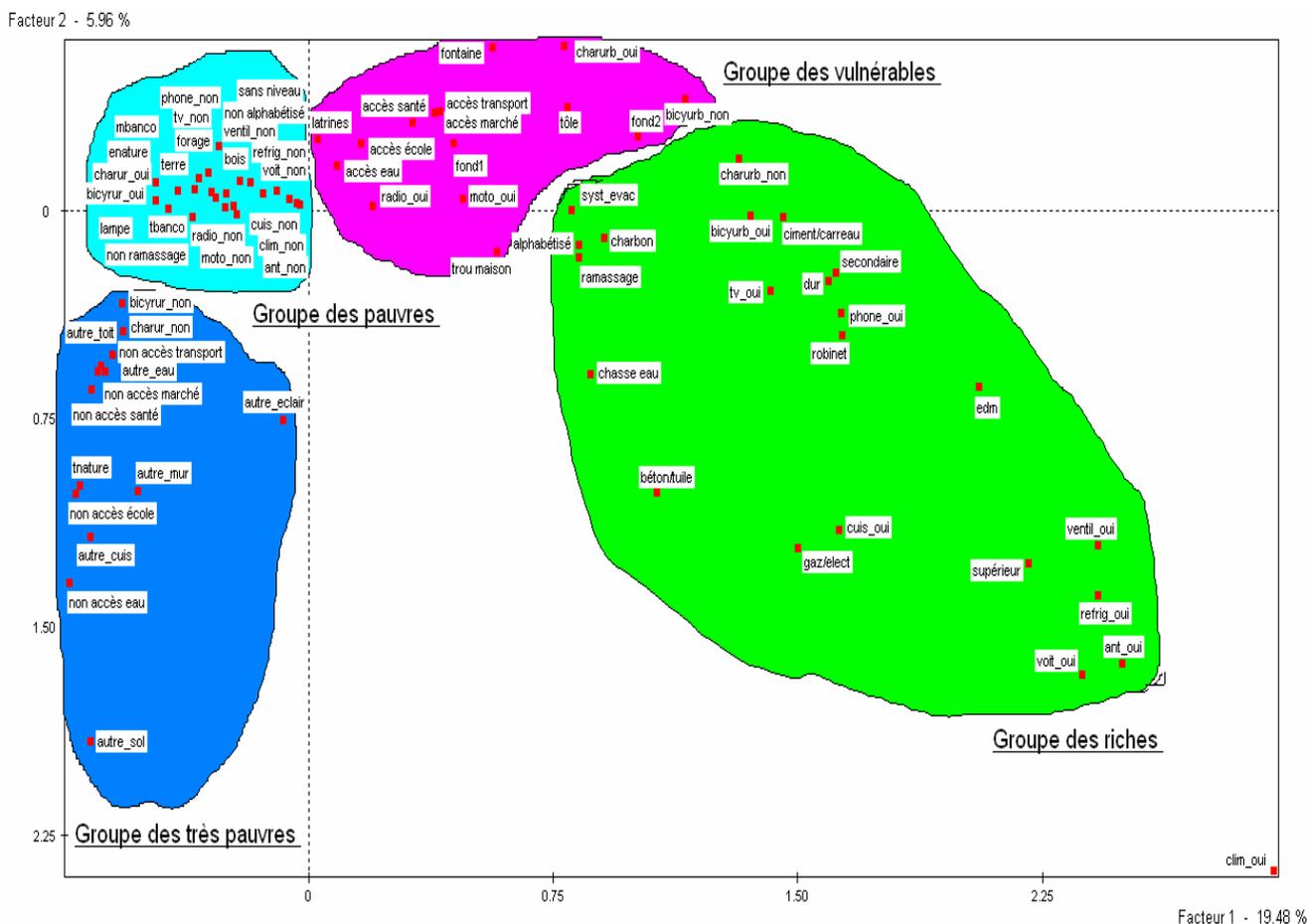
### **2. Cadre méthodologique**

Le choix porte sur les méthodes factorielles qui permettent la construction d'un indice composite de bien-être et plus précisément l'Analyse en correspondances multiples (ACM). Ce choix s'explique principalement par le souci d'éliminer autant que possible l'arbitraire dans l'élaboration de l'indice. Toutes les variables tirées de nos bases de données sont qualitatives et codées sous forme binaire 0 ou 1. Ce sont les données de l'Enquête malienne d'évaluation de la pauvreté (EMEP) de 2001 et de l'Enquête légère intégrée auprès des ménages (ELIM) de 2006.

L'indice de bien-être, noté ICB, est un indice composite d'indicateurs qui recouvrent des variables de conditions de vie. Nous avons retenu finalement 28 variables (74 modalités) classées selon 4 dimensions : habitat, éducation, équipements, et infrastructures sociales de base.

### 3. Application et résultats

Le graphique ci-après permet de discerner quatre groupes d'individus de la droite vers la gauche : les riches, les vulnérables, les pauvres et les très pauvres.



Le groupe des plus riches bénéficie d'un cadre de vie adéquat (meilleures conditions de logement, possession de biens de confort, niveau élevé d'éducation) tandis que le groupe des très pauvres subit une privation dans l'accès aux infrastructures sociales et souffre d'un cadre de vie inadéquat (conditions de logement précaires, absence d'eau potable). Les deux groupes intermédiaires vivent d'assez larges aspects non monétaires de la privation. En effet, l'écart moyen des conditions de vie entre les vulnérables et les pauvres est relativement faible. Leur vulnérabilité résulte de l'absence de système de protection efficace, ce qui peut affecter les perceptions subjectives sur leurs conditions de vie.

Nous supposons qu'il existe quatre sources de réduction de la pauvreté correspondant aux dimensions retenues. Les sources les plus aptes à réduire la pauvreté sont les conditions de logement et la possession d'équipements. Elles contribuent respectivement à une baisse de la pauvreté de 42.2% et 30.6% en 2006. L'accès aux infrastructures constitue aussi une source importante avec une contribution relative de 21.2%.

En termes de politiques de ciblage, en gardant les inégalités inchangées, l'impact marginal de l'accès aux infrastructures et celui des conditions de logement sont les plus élevés. Ces sources sont des leviers relativement importants à considérer dans les stratégies de réduction

de la pauvreté. Une augmentation de 10% de l'ICB provenant de l'accès aux infrastructures diminue la proportion de pauvres de 2.3% en 2001 et 2.7% en 2006. Le croisement des deux formes de pauvreté, non monétaire et monétaire, permet d'estimer la proportion de la population touchée doublement par la pauvreté, le noyau dur de la pauvreté (Tableau 1).

**Tableau 1. Noyau dur de la pauvreté (en %)**

		Incidence 2001			Incidence 2006		
		Monétaire		Ensemble	Monétaire		Ensemble
		Pauvre	Non Pauvre		Pauvre	Non Pauvre	
Non Monétaire	Pauvre	40.9	19.2	60.1	31.5	20.7	52.2
	Non Pauvre	14.7	25.2	39.9	15.9	31.9	47.8
Ensemble		55.6	44.4	100.0	47.4	52.6	100.0

L'incidence de la pauvreté subjective est estimée à près de 54% de la population en 2006. Autrement dit, plus de la moitié de la population se sentent très pauvres ou proches des pauvres par rapport aux habitants de leur localité. Cette incidence est plus élevée que celles de la pauvreté des conditions de vie (seuil absolu) et de la pauvreté monétaire. Près de 41% s'estiment ni pauvres ni riches et seulement 5% se sentent riches ou très riches. Le facteur culturel peut expliquer cette situation par le fait que certains individus, quel que soit leur niveau objectif de bien-être, tendent à se classer entre les pauvres et les riches.

Alors que l'inégalité absolue a augmenté entre 2001 et 2006, l'inégalité relative a légèrement diminué de 0.39 à 0.37 environ. La baisse dans l'inégalité relative, n'est pas expliquée par une baisse moyenne dans les écarts absolus, mais plutôt par une augmentation dans la moyenne du niveau de vie (ICB) qui passe de 1.21 à 1.45 entre 2001 et 2006. L'examen des privations relatives marque une légère amélioration en moyenne. La possession de biens d'équipements (y compris les TIC) et l'habitat sont les sources les plus importantes de privation relative. Ces deux catégories de biens expliquent respectivement 42% et 38% de l'inégalité totale en 2006. La plus faible contribution est enregistrée par l'éducation, soit 8%. D'une manière générale, aucune source de bien-être n'enregistre un changement majeur de contribution absolue à l'inégalité.

## Conclusion et recommandations

La pauvreté a baissé mais le nombre absolu de pauvres a augmenté du fait de la forte croissance de la population. La pauvreté persiste en milieu rural et l'inégalité est beaucoup plus urbaine. La distribution des actifs est substantiellement inégalitaire dans le pays. Les inégalités absolues se sont même accrues entre 2001 et 2006 avec un développement inégal des régions et des inégalités entre classes sociales.

Une combinaison de ciblage par source de pauvreté, catégorie démographique et zone géographique est nécessaire pour une plus grande efficacité de la politique de réduction de la pauvreté. Il peut être recommandé de :

- favoriser un développement harmonieux de l'agriculture et de l'éducation
- intensifier les investissements dans les infrastructures et les logements
- améliorer l'accès aux marchés particulièrement pour les femmes et les jeunes.